

M. SPENCE: Nous sommes contents nous aussi que vous viviez là.

M. KYTE: Les griefs de la Nouvelle-Ecosse remontent à l'époque de la Confédération. Ceux qui s'intéressent à l'histoire politique du pays savent que la Nouvelle-Ecosse ne vit pas d'un trop bon œil le projet fédératif. Les chefs politiques des grandes provinces centrales d'Ontario et de Québec, convaincus qu'un gouvernement stable n'était plus possible sans modifier la situation existante, conclurent à l'union de ces deux provinces; plus tard le projet embrassa les Provinces maritimes. A la suite des conférences de Charlottetown et de Québec, convoquées pour étudier le projet d'union, on décida d'y inclure les Provinces maritimes. On fit une campagne en Nouvelle-Ecosse et on promit d'immenses avantages à cette province si elle se ralliait à la Confédération. Toutefois le projet ne souriait pas au public de la province. Aux élections générales de 1867, connues sous le nom d'élections de la confédération, un seul champion de la Confédération fut élu, sir Charles Tupper; tous les autres représentants élus par cette province étaient opposés à l'union. Et en réalité la Confédération n'a pas été plus avantageuse pour la Nouvelle-Ecosse que le public de la province ne le prévoyait à cette époque.

En second lieu la population de la Nouvelle-Ecosse a à se plaindre du régime de protection maintenu par le gouvernement conservateur depuis 1878 jusqu'en 1896. Cette politique nationale qui devait assurer l'essor formidable de nos industries manufacturières a trompé l'attente de la Nouvelle-Ecosse: elle avait son marché naturel aux Etats-Unis, un marché qui n'a jamais été remplacé en aucune des provinces de la Confédération. Les provinces centrales du Canada n'achètent pas les produits de la Nouvelle-Ecosse; mais le public de la Nouvelle-Ecosse est forcé d'acheter les produits des fabriques d'Ontario et de Québec. Le commerce se fait tout sur un côté apparemment: les provinces du centre expédient leurs objets manufacturés en Nouvelle-Ecosse et ne prennent en échange que de la monnaie.

Voyons un peu les effets de l'inauguration du régime protectionniste pendant ses dix premières années. En 1878, ce programme porta le parti conservateur au pouvoir; le premier recensement décennal fut celui de 1891. Si la protection avait été si avantageuse pour la population du Canada; si elle avait fait ouvrir un grand nombre d'usines et donné plus d'emploi à la population de ces provinces, le recensement l'aurait révélé. Mais le gouvernement du jour savait si bien à quoi s'en tenir sur la faillite de la politique nationale qu'il

enjoignit aux énumérateurs et aux commissaires du recensement de tout faire pour grossir le nombre des établissements industriels au pays. C'est un fait connu dans la Nouvelle-Ecosse qu'une vieille grand'maman qui tricotaait de ses faibles doigts au coin du feu dans sa petite maison fut classée dans les rapports du recensement comme exploitant une fabrique de tricots. La femme qui cherchait à grossir les revenus de la famille en travaillant à l'aiguille fut comprise dans la liste des propriétaires d'établissements industriels. Un homme qui séchait un peu de chaux au four pour servir d'amendement sur sa propre terre fut classé comme manufacturier. Si la politique nationale avait réussi, aurait-il fallu recourir à pareils expédients pour majorer le nombre apparent des établissements industriels?

Avant l'inauguration de ce régime la Nouvelle-Ecosse comptait un assez grand nombre d'industries. A New-Glasgow, dans le comté de Pictou il y avait une verrerie très prospère qui fonctionnait depuis des années. L'inauguration du programme protecteur provoqua la création d'une coalition des fabriques de verre dans tout le Canada; cette coalition acheta l'établissement de New-Glasgow et en ferma les portes; elles ne se sont pas rouvertes depuis. Antérieurement à 1878, il y avait dans le comté de Pictou un grand et prospère établissement industriel, la conserverie Logan, qui faisait de très bonnes affaires. Cette maison payait des dividendes à ses actionnaires qui considéraient leur placement comme très rémunérateur. Mais en 1885, cinq ans après que la politique nationale eut été mise en pleine opération, elle dut fermer ses portes. Elle fit faillite et entraîna dans sa chute la banque de Pictou qui avait été une institution très utile et très précieuse dans cette région de la Nouvelle-Ecosse. Il y avait, antérieurement à la date que je viens de mentionner, différents établissements industriels très prospères un peu partout en Nouvelle-Ecosse. Dans presque chaque village ou hameau, il existait une tannerie marchant bien, employant quelques ouvriers et fabriquant du cuir qui se vendait avantageusement. Au bout de cinq ou six ans, dix ans au plus, toutes ces tanneries fermèrent leurs portes et on n'en trouve pas une seule aujourd'hui dans tout le territoire de la Nouvelle-Ecosse. Voilà quel a été l'effet de la politique nationale dans la province de la Nouvelle-Ecosse; aussi ne doit-on pas s'étonner de ce que là-bas on ne soit guère en faveur de la protection.

M. SUTHERLAND: Mon honorable collègue veut-il nous expliquer comment la politique nationale a pu toucher les tanneries?